

24 avril 2015

« L'Ukraine : un défi européen ou un conflit local ? »

Résumé :

Dans le cadre de sa présentation lors d'une réception à la Fondation le 2 avril 2015, Tetyana Ogarkova, maître de conférences à l'Académie Mohyla de Kiev et coordinatrice de l'Ukraine Crisis Media Center (UCMC), s'intéresse à la nature des événements en Ukraine et à la question de savoir s'ils relèvent d'un défi européen ou d'un conflit local.

1 - UN CONFLIT POUR DES VALEURS

Les événements de Maïdan sont l'expression d'un conflit entre les valeurs européennes, conçues comme universelles (reconnues par l'Ukraine telles que la liberté, l'égalité, la solidarité et la dignité humaine) et les valeurs prônées par la Russie (paternalisme, valeurs étatiques, conservatisme). Ce conflit entre deux systèmes de valeurs n'est pas un conflit géopolitique au sens strict, bien que la Russie l'ait interprété ainsi à partir de mars 2014, en réalisant une « géopolitisation des valeurs » et en annexant la Crimée. Comme s'il existait des valeurs différentes qui s'opposaient, des valeurs russes, européennes et autres.

Après la victoire du Maïdan en Ukraine, l'opinion publique russe est devenue soudain très défavorable à l'Europe, perçue comme un continent décadent, à la culture déclinante. Aux yeux de la Russie, l'Europe est tolérante, la Russie est puissante, l'Europe est déracinée, la Russie conserve les valeurs familiales, l'Europe dégénère, la Russie garde toute sa vitalité. Une nouvelle renaissance n'est possible, d'après cette nouvelle idéologie russe, que dans le cadre « eurasiatique ».

En réaction aux événements de Maïdan, la Russie s'est comportée comme un empire blessé et a répondu par l'annexion de la péninsule de Crimée. Or, cette réaction, que la Russie présente comme défensive, doit avant tout être interprétée comme une attaque directe contre l'Ukraine [1].

Dès lors, le projet de la Russie n'est ni rationnel, ni pragmatique. Quelle est vraiment sa stratégie dans

le conflit ? L'annexion de la Crimée pouvait à l'origine être justifiée par la présence de bases militaires sur le territoire mais les événements ultérieurs du Donbass ne trouvent aucune justification.

La Russie s'appuie donc sur les mythes de sa grandeur historique et cultive sa « nostalgie agressive ». Sa stratégie est de terroriser l'Ukraine et l'Union européenne par la démonstration de sa force. Un parallèle peut être fait avec la dynamique terroriste elle-même qui recherche à la fois démonstration de force et spectacle. Ces événements reflètent la volonté russe de faire passer un message avec l'idée de punir l'Ukraine et prévenir le reste du monde.

Si l'Ukraine vit actuellement un moment historique, la Russie vit dans son passé, dans la nostalgie de l'Union Soviétique (URSS). La Russie tente de rejouer son histoire dans un monde imaginaire, où le temps historique s'est arrêté. Un siècle après la séparation de l'Etat et de l'Eglise, la Russie revient à l'idée d'une « civilisation orthodoxe ». Soixante-dix ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, elle fait revivre les démons du nazisme et du fascisme. Un quart de siècle après la fin de la Guerre froide, c'est toujours le « complot américain » ou « européen » nourri au Kremlin qui est présenté comme étant à l'origine de ses problèmes. La Russie manque visiblement d'idées pour l'avenir ; au moment où l'Ukraine construit son présent et aspire à un avenir, la Russie ne reconstruit que son passé.

L'Union européenne est attirante pour l'Ukraine du fait des valeurs qu'elle défend. En Ukraine, bien que les institutions soient souvent en retard par

1. Vladimir Poutine l'a reconnu publiquement

rapport à l'intégration des valeurs européennes, on remarque un phénomène d'adhésion spontanée aux valeurs européennes. Durant Maïdan, les Ukrainiens ont démontré qu'ils étaient capables de mourir pour la liberté. Par la suite, après l'annexion de la Crimée et la guerre à Donbass, un immense mouvement volontaire aide les populations déplacées. Ceci constitue une véritable preuve de la solidarité entre tous les Ukrainiens et cette solidarité est d'autant plus précieuse que les populations déplacées ne partagent pas toujours des opinions « pro-ukrainiennes ». Or, le principe du travail des volontaires, qui sont pour la plupart des simples citoyens venus de tous les coins de l'Ukraine, est d'aider tous ceux qui en ont besoin, indépendamment des opinions politiques. C'est bien ce principe de solidarité qui promet une éventuelle réconciliation après la fin du conflit armé. Aujourd'hui, on voit émerger des personnes et des associations capables de faire avancer l'État dans un sens positif.

Mais la Russie, modèle paternaliste dans lequel l'État a le contrôle, n'accepte pas « l'Ukraine des citoyens solidaires » ni « l'Ukraine des valeurs ». Ce n'est pas un hasard si plusieurs actes terroristes visaient des citoyens parmi les plus actifs de l'Ukraine : des volontaires à Kharkiv, Odessa, Dniepropetrovsk.

La crise ukrainienne n'est pas uniquement un combat pour les valeurs. Elle n'est plus un conflit local car elle représente un véritable danger pour l'Europe, même s'il paraît peu probable que la Russie avance militairement en Ukraine ou attaque directement les pays européens. La Russie devient une menace réelle pour l'Europe par les nombreuses provocations lancées dans les pays baltes par exemple ou les diversions autour du gazoduc ukrainien. Un attentat contre la centrale nucléaire de Zaporijia, la plus importante d'Ukraine, peut créer un désastre comparable à celui de Tchernobyl qui causerait des dégâts immenses en Ukraine tout aussi bien qu'en Europe. Ainsi, dans la mesure où la crise représente un danger réel et direct pour l'Occident, on ne peut plus parler de conflit local mais bien de défi européen.

2 – FAUT-IL CRAINDRE LA RUSSIE ?

Pourquoi avoir peur de la Russie ? Et pourquoi ne pas en avoir peur ?

Le spectacle de la force que la Russie essaie de jouer en Crimée et dans le Donbass est censé effrayer l'Europe mais il sert tout d'abord à camoufler la faiblesse réelle du Kremlin : sa faiblesse face aux élections démocratiques, face à la société civile, face à la liberté de presse, etc. La force de la Russie est sa faiblesse sublimée, fantasmatique, elle est fantasmée et imaginée bien plus que réelle. Elle n'est qu'une apparence.

La Russie cherche à tout prix à faire peur en Europe, mais le conflit avec la Russie n'est pas à craindre car tout simplement il est déjà en cours, il a déjà démarré depuis l'annexion de la Crimée en mars 2014.

Il est important de comprendre que la Russie, qui se comporte comme l'ex-URSS, n'en a ni les ressources ni les moyens. Elle n'a pas de puissance économique ; elle détient seulement 2% environ de la richesse mondiale et son économie est inefficace et inefficace. Elle n'a pas non plus de puissance militaire égale à celle de l'URSS.

Mais l'arme véritable dont dispose la Russie et que peuvent craindre les Européens est la puissance d'information. Elle mène une véritable guerre de désinformation pour diviser et paralyser l'Union européenne de l'intérieur. Sa stratégie consiste à financer les médias russes à l'étranger (Russia Today (RT), Sputnik) et les partis d'extrême droite (Jobbik, Front national). Elle cherche à diviser les populations et les sociétés pour répandre le mythe de sa puissance retrouvée.

La propagande russe essaie de démontrer qu'il n'y a plus une seule réalité mais bien des interprétations différentes (russe, ukrainienne, européenne) voire contradictoires selon le spectateur. La version russe l'envisage comme un moyen de s'affirmer sur la scène internationale et la propagande cherche

à convaincre le spectateur (y compris européen) d'une réalité amputée limitée à sa dimension russe. La version européenne en revanche y voit une menace directe, mêlée d'un sentiment d'impuissance.

La stratégie russe consiste également à cultiver un sentiment de culpabilité en Europe envers la Russie. Or, l'Occident ne doit pas se sentir coupable envers la Russie qui n'assume même pas ses responsabilités vis-à-vis de son propre peuple.

Cependant, face à cette politique offensive de fragilisation du continent européen menée par Vladimir Poutine, il faut relever la présence de mouvements contestataires en Russie et en Europe et une majorité d'Européens sont sceptiques à l'égard de la politique russe. Par exemple, 83% des Français disent ne pas faire confiance au dirigeant russe.

Selon les estimations, le conflit ukrainien est finalement amené à durer une dizaine d'années au minimum, voire une génération, mais un effondrement de la Russie, tout comme un effondrement de l'URSS, est envisageable et peut arriver assez rapidement.

• DÉBAT :

-« Les Ukrainiens ont deux ennemis : la Russie et l'État ». Qu'en pensez-vous ?

Il est normal que les Ukrainiens soient sceptiques vis-à-vis du pouvoir. C'est un réflexe très occidental et très démocratique. En même temps, des progrès de la part de l'État sont tout de même à constater. Lors des élections législatives du 25 octobre 2014, des nouvelles personnalités sont entrées au Parlement parmi lesquelles des combattants, des activistes, des personnes intégrées à des ONG. Un nouveau groupe de députés a même vu le jour, les Euro-optimistes. Certains volontaires, qui aidaient à l'armée depuis les premiers jours de la guerre, ont rejoint le ministère de la Défense.

-La propagande russe est mise en place pour décrédibiliser la construction européenne. Quel soutien reçoit-elle au sein de la communauté ukrainienne ? Les Ukrainiens sont-ils déçus par l'absence de réaction européenne ?

Il n'y a pas de véritable déception des Ukrainiens vis-à-vis de l'Union européenne. Ils sont effectivement déçus car ils pensent que les Européens auraient pu être plus efficaces mais cela ne joue en aucun cas en faveur de la propagande russe. La Russie a finalement perdu l'Ukraine.

-La Rada, le parlement ukrainien, a effectivement été renouvelée mais de nombreux élus issus du parti de Viktor Ianoukovitch sont encore présents. Quelle est leur position face au conflit ?

Le départ de Viktor Ianoukovitch a été perçu comme une trahison par ses électeurs. On ressent donc une désillusion ainsi qu'une peur liée aux persécutions politiques. L'un de ces élus, M. Tchetchetov s'est par exemple suicidé au lendemain du meurtre de Boris Nemtsov. Il y a finalement une forte majorité pro-européenne et pro-ukrainienne au Parlement.

-Quel est le rôle joué par l'oligarchie ukrainienne dans le conflit ? Quel a été l'impact du scandale d'Igor Kolomoïski ?

Igor Kolomoïski est un oligarque ukrainien qui possède plusieurs médias ukrainiens. Gouverneur de la région de Dniepropetrovsk, il a mobilisé de nombreux moyens pour le maintien de la région au sein de l'Ukraine. Après sa démission du poste de gouverneur, Petro Porochenko a déclaré la guerre aux oligarques au motif que l'État ne peut se maintenir qu'avec le départ des oligarques. Cependant, cette situation pourrait dégénérer et entraîner une guerre entre oligarchies menaçant bien plus l'État. Face à ce conflit qui divise la société en opposant des personnes soutenant la cause ukrainienne, il faut nécessairement une reprise du contrôle des oligarchies par l'État.

-Y a-t-il eu un retrait effectif des armes lourdes lors de la mise en œuvre des accords de Minsk ?

Un rapport de l'OSCE a démontré que le cessez-le-feu avait été globalement respecté. Côté ukrainien, les armes lourdes ont été retirées à 25 km de la ligne de démarcation. Côté russe en revanche, il n'y a pas eu de retrait des armes lourdes, elles ont seulement été déplacées. Les informations sont cependant peu claires car l'accès aux experts de l'OSCE est refusé côté russe.

-Vous avez affirmé que l'Europe ne devait pas se sentir coupable de son inaction. N'y a-t-il pas une certaine naïveté de la part de l'Union européenne de croire que l'Ukraine, ex-bastion de l'URSS, puisse adopter aussi simplement et rapidement les valeurs européennes ? En effet, il existe actuellement un important problème de corruption en Ukraine et dans les États baltes en général. Est-il possible d'instaurer une entière transparence au sein de l'administration ukrainienne ?

En effet, ce sera très difficile. Prenons un exemple concret. La question de la zone sans visas entre l'Union européenne et l'Ukraine ne sera pas à l'ordre du jour lors de la prochaine réunion du Conseil européen les 25 et 26 juin 2015 car l'Union européenne a en effet constaté que l'Ukraine n'avait pas su appliquer toutes les exigences européennes. Le pays avait un délai de plusieurs mois pour faire ses preuves en matière de transparence. Mais à l'écoulement de ce délai, 19 points n'étaient toujours pas intégrés. Les Ukrainiens sont déçus. Petro Porochenko continue à espérer que la décision lors de la prochaine réunion du Conseil européen sera plus politique que pragmatique. Pourtant, les experts sont plutôt pessimistes. L'autre dimension du problème est que l'Ukraine a nécessairement besoin d'une pression européenne et américaine pour lutter contre sa corruption interne. Par exemple dans l'affaire Kolomoïski et de la guerre des oligarques, Petro Porochenko a besoin du soutien de l'Union européenne.

-Il est nécessaire de créer une administration

viable en Ukraine. Comment imaginez-vous la reconstruction de l'État ?

Cette question est brûlante car les réformes sont difficiles, douloureuses et elles ont un prix. Il est en effet difficile de réformer sans perdre le soutien politique de la population. Mais il faut rester optimiste devant les réformes car Petro Porochenko recherche l'efficacité et le résultat. L'objectif est ici d'avancer prudemment en essayant de réformer sans perdre le pouvoir.

-Les autorités ukrainiennes ont-elles conscience du mécontentement social qui pourrait se manifester lors des prochaines élections locales ?

Il y a un important problème d'appauvrissement de la population : les salaires sont gelés alors que l'inflation et la dévaluation deviennent galopantes. Plusieurs fonctionnaires seront licenciés, ce qui augmente le niveau du mécontentement dans le secteur public. Mais depuis quelques temps, une nouvelle logique voit le jour : si les personnes déplacées, qui ont tout perdu - maison, travail, leur place dans la société -, peuvent redémarrer à zéro et, on en voit des exemples, peuvent fonder une entreprise, etc., pourquoi un fonctionnaire n'en serait-il pas capable ? Il faut favoriser la production et les exportations pour sauver l'économie.

-Existe-il des sondages ou études sur le mécontentement social ? Ce mécontentement est-il ressenti au sein de la population ukrainienne ?

Il n'existe à ce jour pas d'étude sur la question du mécontentement social. Cependant, on peut remarquer un manque de communication réel du pouvoir avec la population. En effet, les Ukrainiens voient les faits (par exemple l'augmentation des prix) mais n'établissent pas de rapport causal entre les choses. Il est donc nécessaire de communiquer avec la population et de lui expliquer les différentes alternatives.

-Quelle est l'implication des femmes dans l'évolution des événements en Ukraine ?

Les femmes sont très impliquées depuis les événements à Maïdan en tant qu'activistes, médecins, journalistes, etc. Après l'annexion de la Crimée, les femmes sont restées très présentes. Elles endossent le coût humain du conflit en s'assurant que la vie continue. Les femmes se battent aussi : c'est par exemple le cas de Nadia Savtchenko, la pilote ukrainienne en grève de la faim. Parmi les volontaires, la majorité sont des femmes. L'artiste Lesia Litvinova, réalisatrice et mère de quatre enfants, est une des volontaires les plus connues en Ukraine : elle aide les personnes déplacées. Tetyana Rytchkova, ancienne femme d'affaires, qui avait perdu son mari au front à l'été 2014, est une volontaire qui aide à l'armée. Elle a été remarquée par le Ministère de la défense et remplit désormais une fonction de conseillère.

-Quels contacts demeurent avec la Crimée ? Est-ce encore possible de communiquer ?

Les Criméens sont méfiants et ont peur d'être repérés sur les réseaux sociaux. Ils changent souvent de nom. Pour ce qui concerne les déplacements, ceux-ci sont encore autorisés et les Ukrainiens n'ont pas besoin de visa particulier pour se rendre en Crimée.

-De quel prétexte Vladimir Poutine a-t-il besoin pour relancer son offensive vers Marioupol ?

Il est peu probable que Vladimir Poutine attaque Marioupol car il ne pourra pas obtenir la ville sans la détruire entièrement. Il existe implicitement une ligne rouge que Vladimir Poutine ne peut pas ou ne veut pas dépasser. Son objectif est de geler les conflits, de les médiatiser et faire du spectacle.

**Compte-rendu rédigé par Leslie BIAGGI et
Romain DENNINGER-CONSIGNEY,**

Fondation Robert Schuman

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.